

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative
Bât A
24016 Périgueux

Périgueux, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS COSTE

LE MARTOULET
BELVES
24170 Pays De Belves

Références : DD/UbD24-47/025/2025

Code AIOT : 0100017634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS COSTE implanté LE MARTOULET BELVES 24170 PAYS DE BELVES. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se fait dans le cadre de l'instruction du dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS COSTE

- LE MARTOULET BELVES 24170 PAYS DE BELVES
- Code AIOT : 0100017634
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Etablissements Coste, située sur la commune de Pays de Belvès, au lieu-dit « Le Martoulet », est spécialisée dans le travail du bois.

Cet établissement fabrique des parquets massifs en châtaignier, chêne, pin et peuplier sur le site de Belvès.

Les installations du travail du bois se situaient initialement sur la commune de Castelnaud la Chapelle au lieu-dit "La Chapelle Péchaud".

En 2018, la société a décidé de déménager ses ateliers et sa partie négoce sur la commune Pays de Belvès.

Suite à une inspection en juin 2023, l'exploitant a déposé, auprès de l'autorité compétente, une demande d'enregistrement d'exploiter un atelier du travail du bois.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Demande d'action corrective	24 mois
5	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 > V	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 > I	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 > II	Sans objet
3	Poussières et propreté	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que certains points soient non conformes par rapport à la réglementation en vigueur, l'exploitant a entrepris de nombreux chantiers au cours de ces 2 dernières années:

- mise en place de sprinklage
- mise en place de RIA
- complétude ou remplacement des bacs de rétention
- passage de la fibre dans tout le site
- recensement de tout le réseau pluvial

- formation d'une partie du personnel au moyen de défense incendie
- réorganisation des moyens de défense incendie....

L'exploitant n'a pas prévu d'investissement pour l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 > I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>1° D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement ;</p> <p>3° D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 24/05/2023, l'exploitant avait signalé qu'un système de sprinklage allait être mis en place au droit des machines de sciage et de rabotage au cours du 2nd semestre 2023.</p> <p>Depuis cette visite, l'exploitant a fait installer un système sprinklage au niveau des bâtiments identifiés "Scierie Châtaigner" et "Scierie BRENTA". Toutefois seul le sprinklage au droit du bâtiment Châtaigner est opérationnel.</p> <p>Celui situé au niveau de l'atelier BRENTA ne sera opérationnel qu'au cours du 1er semestre 2025.</p> <p>Les systèmes de sprinklage seront alimentés par le réseau d'alimentation d'eau potable de la ville .</p> <p>En parallèle à ces installations, l'exploitant a mis en place des RIA.</p> <p>L'exploitant a pris l'option de rassembler les moyens de défense incendie (extincteur, RIA) sur des points stratégiques. Cette solution permet à l'exploitant de s'assurer qu'aucun stockage de bois ne bloque le moyen d'accéder aux extincteurs par exemple.</p> <p>Le dernier contrôle périodique des moyens de défense incendie a eu lieu en mai 2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 > II
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 23/06/2023, il avait été demandé à l'exploitant de vérifier la maçonnerie et l'étanchéité de la rétention de la cuve aérienne de gasoil / GNR.</p> <p>Un contrôle visuel de la rétention a été réalisé et cette dernière est conforme.</p> <p>De plus, les liquides inflammables sont rassemblés dans un local et mis sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Poussières et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les vendredis après-midi, une balayeuse passe dans les ateliers.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'amas de poussière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications</p>
Constats : <p>La répartition des détecteurs incendie est en cours d'étude. Les détecteurs incendie seront installés dès que la mise en place des moyens de défense incendie sera finalisée. Cette installation sera réalisée à l'horizon de 2026-2027. En attendant, l'exploitant a fait installer la fibre sur tout le site qui servira au fonctionnement des détecteurs incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 24 mois

N° 5 : Rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 > V
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement, à l'intérieur du bâtiment, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen</p>

est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Constats :

L'exploitant étudie différentes solutions afin de mettre en place des moyens de rétention des eaux d'extinction incendie adaptés au profil de leur site (3 niveaux distincts, pente irrégulière ne se prêtant pas facilement à une canalisation vers un bassin de rétention).

Cependant la configuration du site ne facilite pas les choses. Actuellement, aucune solution adaptée n'a encore été trouvée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois